



Food and Agriculture Organization  
of the United Nations



**Note conceptuelle sur l'Événement de Haut Niveau :**

**PROMOUVOIR LA TRANSFORMATION RURALE INCLUSIVE EN AFRIQUE :  
Preuve en faveur d'une meilleure cohérence entre la politique de protection sociale et de  
développement rural**

Date : Jeudi, le 18 Novembre 2021

Heure: 16h:00-18:h00 Heure Normale de l'Afrique de l'Est

Lieu : Virtuel (<https://bit.ly/3zKIwww>)

***Personne de Contact***

**Contact :** Professeur Adipala Ekwamu, Secrétaire Exécutif, RUFORUM

Email : [e.adipala@rforum.org](mailto:e.adipala@rforum.org)

Bintia Stephen TCHICAYA, Officer Principale de la Politique, Organisation des Nations Unies pour  
l'Alimentation et l'Agriculture (FAO)

Email : [Bintia.StephenTchicaya@fao.org](mailto:Bintia.StephenTchicaya@fao.org)

**CONTEXTE**

Les pays africains sont actuellement engagés dans la planification et la mise en œuvre de programmes de transformation rurale à grande échelle. Alors que la transformation rurale a le potentiel de réduire la pauvreté et les inégalités, cela ne peut se produire que si les programmes et les politiques sont conçus spécifiquement pour inclure les ménages pauvres et extrêmement pauvres. Ces ménages sont confrontés à des contraintes pour participer à ces processus en raison des contraintes de liquidité, du manque d'accès aux instruments financiers (par exemple, crédit et assurance), des faibles capacités de capital humain et de gestion des risques. En outre, la pandémie de COVID-19 a plongé de nombreux petits agriculteurs, pilier des systèmes agroalimentaires africains, dans la pauvreté, perturbant leur capacité à s'engager pleinement dans les économies et les systèmes alimentaires locaux où ces transformations ont lieu. Cela a suscité un besoin d'extensions massives de la protection sociale pour protéger la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance de ce groupe vulnérable. En conséquence, les gouvernements s'intéressent aux programmes de protection sociale intégrés qui visent à soutenir une transition vers des moyens de subsistance plus durables dans le cadre de la reprise de COVID-19.

Un solide corpus de preuves montre que les programmes de protection sociale peuvent accroître les activités économiques des ménages bénéficiaires et avoir des effets multiplicateurs pour les économies locales, leur permettant de s'impliquer plus pleinement et de manière plus productive dans les processus de transformation rurale. Les résultats montrent que les bénéficiaires de l'aide



Food and Agriculture Organization  
of the United Nations



sociale sont souvent en mesure de faire des choix pour investir et consacrer du temps à des activités plus productives, améliorant ainsi la résilience des ménages et des moyens de subsistance. Ces impacts peuvent être renforcés lorsque les interventions de protection sociale sont articulées avec des programmes agricoles qui permettent aux petits producteurs d'accéder aux marchés, aux intrants et aux services. Cependant, l'établissement d'une telle articulation est difficile et nécessite des efforts délibérés aux niveaux politique, institutionnel et de mise en œuvre. Les preuves existantes soulignent la nécessité de conceptions institutionnelles et d'outils programmatiques visant à améliorer la cohérence entre les interventions de protection sociale et d'inclusion économique en Afrique, dans le but de placer la protection sociale et l'agriculture au cœur des stratégies de transformation rurale et des plans de relance Covid-19 .

## **GENERATION DE PREUVES SUR LA PROTECTION SOCIALE ET LA COHERENCE AGRICOLE EN AFRIQUE**

Au cours de la période 2019-2020, le FIDA a accordé une sous-subsidation à la FAO pour réaliser des études liées aux synergies entre la protection sociale et l'inclusion économique dans certains pays d'Afrique subsaharienne, dans le cadre d'un projet interrégional comparatif qui comprenait des pays sélectionnés de la région d'Amérique latine. En conséquence, la FAO a réalisé une série d'évaluations d'impact et d'évaluations institutionnelles dans quatre (4) pays africains : l'Éthiopie, le Lesotho, le Mali et la Zambie.

### **Les résultats**

Le message clé à travers les études est que les liens entre les programmes de protection sociale et le développement rural productif peuvent générer des synergies positives qui aident à obtenir des impacts plus importants sur le bien-être des ménages ruraux pauvres et vulnérables qu'il ne serait possible d'obtenir avec des interventions sectorielles autonomes. La complémentarité entre la protection sociale et les interventions productives peut également contribuer à accroître la résilience des ménages face aux chocs externes, comme celui auquel nous sommes actuellement confrontés à cause de COVID-19.

En Ethiopie, la FAO a évalué la mise en œuvre liée du programme de filet de sécurité productif (PSNP) et de l'amélioration de la nutrition grâce à des services sociaux de base intégrés avec transfert social en espèces (IN-SCT). L'étude a montré des impacts positifs, en particulier dans le secteur de l'élevage, où à la fois la part des ménages possédant du bétail et la taille moyenne des troupeaux ont considérablement augmenté. Il y avait également des effets positifs sur d'autres variables productives telles que la possession d'outils agricoles, la production/la diversification des cultures et l'activité entrepreneuriale non agricole.

Au Lesotho, la FAO a analysé la complémentarité entre le Child Grant Program (CGP) et la réduction durable de la pauvreté grâce à l'appui aux services gouvernementaux (SPRINGS). L'étude a révélé que la complémentarité dans la mise en œuvre entre les deux programmes avait des impacts positifs sur quatre dimensions clés : le revenu et la résilience des ménages,



Food and Agriculture Organization  
of the United Nations



l'éducation financière, les compétences génératrices de revenus et la nutrition. De plus, la combinaison des deux programmes a stimulé la demande et la production locales, ce qui a eu un effet multiplicateur de revenus dans l'économie locale.

Au Mali, l'expérience du Mali Cash Plus Project, qui visait à lutter contre la sécheresse récurrente dans le cercle de Nioro, a démontré que la combinaison d'un transfert d'argent et d'intrants agricoles productifs exerçait des impacts positifs plus forts sur la sécurité alimentaire et la production des ménages que l'argent seul.

Enfin, en Zambie, les résultats de l'analyse du programme Home Grown School Feeding (HGFS) et du projet Conservation Agriculture Scale-Up (CASU) ont souligné la nécessité d'agir pour améliorer la cohérence non seulement entre les programmes, mais aussi au sein des programmes individuels. La combinaison du HGFS avec des programmes agricoles comme CASU présente un potentiel élevé d'avantages, mais les programmes doivent être conçus et mis en œuvre de manière coordonnée, en accordant une attention particulière aux aspects de ciblage et de couverture, ainsi qu'au renforcement des capacités des petits exploitants, afin d'exploiter pleinement le potentiel de effets synergiques.

## **EVENEMENT DE HAUT NIVEAU POUR L'ELABORATION DE POLITIQUES BASEES SUR DES PREUVES EN AFRIQUE**

Dans un effort pour promouvoir l'élaboration de politiques fondées sur des données factuelles, la FAO organisera un événement de haut niveau avec des décideurs, des partenaires de développement, des parties prenantes de la société civile et des universitaires pour susciter un débat sur les implications de ces conclusions pour les politiques et programmes futurs dans le domaine de la protection sociale et secteurs agricoles, notamment en ce qui concerne les systèmes agroalimentaires. Cet événement tirera parti de l'élan actuel et de l'attention portée aux discussions sur les politiques de protection sociale dans le cadre des stratégies de réponse et de rétablissement à la pandémie de COVID-19, dans le but d'influencer les politiques et programmes futurs à être plus intégrés pour améliorer la résilience, la transformation rurale inclusive et atteindre les ODD 1 (Pas de Pauvreté), 2 (Faim Zéro) et 10 (Réduction des Inégalités).

### **Objectifs**

Organiser un événement de haut niveau pour discuter de la manière dont les stratégies intégrées intersectorielles combinant la protection sociale et les interventions productives peuvent jouer un rôle clé dans le soutien du processus de redressement post-COVID-19 de l'Afrique et stimuler la transformation rurale inclusive dans la région.

Les objectifs spécifiques sont :

- Sensibiliser les décideurs politiques et les principales parties prenantes, y compris les organismes régionaux (UA, CER, etc.), les associations d'agriculteurs, la société civile et les universités aux avantages potentiels de tirer parti d'interventions cohérentes de

protection sociale et de développement rural productif pour renforcer la résilience et encourager la transformation de l'agriculture inclusive en Afrique.

- Identifier les moyens par lesquels les synergies entre la protection sociale et les interventions de développement rural productif peuvent être renforcées pour soutenir la transformation et la modernisation des systèmes agroalimentaires en Afrique
- Obtenir des contributions de la société civile dans la discussion sur les besoins de protection sociale des acteurs du système agroalimentaire, et comprendre le rôle qu'ils peuvent jouer pour accroître la cohérence
- Identifier les moyens par lesquels les politiques et programmes nationaux de protection sociale et agroalimentaires peuvent être conçus ou adaptés pour être plus cohérents et afin de soutenir le rétablissement du COVID-19 et la réalisation des ODD 1, 2 et 10

**Horaire :** Le 18 Novembre 2021

**Format :** L'événement de haut niveau se déroulera en ligne. L'événement se déroulera en anglais avec une traduction simultanée en français disponible tout au long de la réunion.

**Contenu : Aperçu de la session (120 min)**

Heure	Session/Sujet	Personne Responsable
<b>Séance 1 : Ouverture et mise en scène (30')</b>		
16:00-16:25	Mot de bienvenue de la modératrice (5') Objectifs de l'atelier	Dr Hlamalani Ngwenya, Directrice Générale de l'APSD ; Département de l'Agriculture du Cap-Occidental, Afrique du Sud
	Déclaration de la FAO/Bref aperçu fournissant le contexte des études (5')	IL. Prof. Abebe Haile-Gabriel, Sous-Directeur général de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture et Représentant régional pour l'Afrique – FAO -----
	Déclaration du FIDA/Présentation succincte et mise en contexte (5')	Sana F. K. Jatta Directrice régionale du FIDA -----
	Mot de Bienvenue (5')	Prof Adipala Ekwamu – Secrétaire Exécutif RUFORUM
	Allocution d'Ouverture Officielle (10')	SE Josefa Leonel Correia Sacko, Commissaire de l'Economie Rurale et de l'Agriculture, CUA
<b>Session 2 : Les preuves et les implications pour les décideurs (50')</b>		
16:25-16:40	Bref aperçu des principaux résultats des quatre (4) études (15')	Benjamin Davis, Directeur de la Division de la Transformation Rurale Inclusive et de l'Egalité des Sexes, FAO



Heure	Session/Sujet	Personne Responsable
16:40-17:15	<p>Table ronde – brèves déclarations de pays entrecoupées de questions-réponses (35')</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Ministre du Travail et des Affaires Sociales ou son Représentant, Ethiopie</li> <li>• Ministre de l'Agriculture ou son Représentant, Mali</li> <li>• Ministre du Développement Social ou son Représentant, Lesotho</li> <li>• Ministre de l'Agriculture ou son Représentant, Zambie</li> </ul>	<p>Modératrice Dr Hlami Ngwenya</p>
<b>Session 3 : Réactions des principales parties prenantes (35')</b>		
17:15-17:55	<b>Discours principal (10')</b>	Steven Devereux, Institut d'études du développement (expert en protection sociale)
	<b>Discussion ouverte modérée et implications pour les Décideurs Politiques (15')</b> <b>Voix du terrain</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Bénéficiaires du projet (à déterminer)</li> <li>• Tavengwa Nhongo, Directeur Exécutif Plateforme Africaine pour la Protection Sociale (APSP)</li> <li>• SACAU</li> <li>• EAFF</li> <li>• ROPPA</li> <li>• AKADEMIYA2063</li> <li>• Organisation de femmes (A Confirmer)</li> <li>• Autre société civile</li> </ul>
	<b>Partenaires de développement - Perspectives (10')</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Banque Africaine de Développement</li> <li>2. Commission de l'Union Européenne</li> <li>3. Bureau des Affaires Etrangères, du Commonwealth et du Développement</li> </ol>
<b>Session 4 : Conclusion et remarques de clôture (5')</b>		
17:55-18:00	Messages clés et clôture	Dr. Alice Mutiti Mweetwa – Secrétaire Exécutive Adjointe en Charge de Développement et Mise en Oeuvre du programme, RUFORUM